

CSA

PROMISAM/MSU

USAID



**ATELIER DE FORMATION EN ELABORATION ET  
SUIVI DES PROGRAMMES DE SECURITE  
ALIMENTAIRE PAR UNE APPROCHE  
PARTICIPATIVE**

**Yanfolila du 27 au 29 septembre 2005**

**ATELIER DE FORMATION EN ELABORATION ET SUIVI DES PROGRAMMES  
COMMUNAUX ET LOCAUX DE SECURITE ALIMENTAIRE  
(CERCLE DE YANFOLILA)**

**SYNTHESE DES TRAVAUX**

**INTRODUCTION**

Du 27 au 29 septembre 2005, se sont tenus à la Maison du Peuple de Yanfolila, les travaux de l'atelier de formation en élaboration et suivi des programmes communaux et locaux de sécurité alimentaire conformément au dispositif institutionnel de la stratégie nationale de sécurité alimentaire.

Ont pris part à cet atelier le Préfet et les Sous – Préfets auprès des communes, le Président du Conseil de Cercle, les Maires et les Secrétaires généraux des douze (12) communes du cercle, les chefs des services techniques, la société civile à travers les femmes et les jeunes, les ONG, les bureaux d'études et les autres partenaires au développement opérant dans le cercle de Yanfolila. **(Liste des participants en annexe).**

L'équipe de formation était composée de :

- Madame DIALLO Aïssata TRAORE, Représentante du Commissariat à la Sécurité Alimentaire ;
- Monsieur Abdramane TRAORE, Assistant au PROMISAM ;
- Monsieur Harouna KONE, Directeur Régional de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population de Sikasso ;  
Formateur.

Objectifs de l'atelier :

- Mettre à niveau l'ensemble des acteurs aux différents concepts de la sécurité alimentaire ;
- Comprendre l'Etat de sécurité alimentaire au Mali, les politiques, les stratégies et actions envisagées pour y faire face ;
- Former les formateurs sur l'utilisation des concepts de la sécurité alimentaire comme cadre conceptuel pour la programmation des actions de sécurité alimentaire ;
- Mettre en place un cadre de concertation pour la gestion de la sécurité alimentaire au niveau local.

## **I. RESULTATS OBTENUS**

### **De la cérémonie d'ouverture :**

Elle a été marquée par deux (02) interventions :

Tout d'abord, la Représentante du Commissariat à la Sécurité Alimentaire, Madame DIALLO Aïssata TRAORE, a placé l'atelier dans son contexte avant de préciser que la formation en élaboration de plan de sécurité alimentaire a commencé dans la région de Sikasso en janvier 2005. Elle ajoutera que le processus consiste en la mise à disposition d'outils de gestion devant servir à l'élaboration des plans communaux et locaux de sécurité alimentaire.

Le Préfet du cercle de Yanfolila, Brahima KONE, pour sa part, a souhaité la bienvenue aux organisateurs et à l'ensemble des participants au présent atelier.

La recherche de la sécurité alimentaire est une priorité du Gouvernement du Mali, dira – t – il, qui, sur le sujet, a adopté la stratégie nationale de sécurité alimentaire en 2002 dont un des défis est le développement des capacités de planification des actions de sécurisation alimentaire des régions, des cercles et des communes.

En vue d'une meilleure programmation des actions de sécurité alimentaire pour le bien être des population du cercle de Yanfolila, il invitera les participants à s'approprier des notions qui leur seront transmises et à mieux utiliser le concept de sécurité alimentaire comme cadre conceptuel.

La cérémonie d'ouverture a été suivie par la mise en place d'un bureau dirigé par le Préfet, Brahima KONE, assisté de trois (03) rapporteurs qui sont :

- Lansana TRAORE, Conseiller CCC de Yanfolila ;
- Oumarou DIALLO, Secrétaire général de la Commune de Baya ;
- Amadou SOUMARE, Sous – Préfet auprès de la Commune de Wassoulou – Ballé.

### **De la démarche méthodologique :**

La méthodologie utilisée s'articulait autour des exposés par retro - projections systématiquement repris en langue nationale Bamanan, des questions/réponses, et des exercices pratiques.

### **Des travaux :**

#### **2.3.1 Présentation sur le Commissariat à la Sécurité Alimentaire :**

Les travaux ont permis de comprendre l'historique du Commissariat à la Sécurité Alimentaire, son cadre institutionnel et les missions qui lui sont assignées.

En effet, il a été créé par le décret n°150/PRM du 18 Mai 2004 suite à la conférence des chefs d'Etat du CILSS tenue à Bamako en novembre 2000. il est rattaché à la Présidence de la République et dirigée par une Femme. Ses missions se résument en :

- l'élaboration de la politique des stratégies de sécurité alimentaire ;
- la planification et la coordination de distribution des céréales.

### **2.3.2 Présentation du Projet d'Appui à la Mise en Œuvre de la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire (PROMISAM) :**

De cette présentation, il est ressorti que le Projet d'Appui à la Mise en Œuvre de la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire couvre les régions de Sikasso et de Gao respectivement par le fait du caractère excédentaire accessible et du caractère déficitaire accessible.

Les objectifs de ce projet se déclinent en :

- Aider et renforcer les capacités au niveau de la base ;
- Appuyer le comité technique de coordination des politiques de SA;
- Mettre en place un centre de documentation et d'information relié à l'ensemble des régions et au monde entier.

### **2.3.3 Présentation des concepts de Sécurité Alimentaire :**

Il s'est agi ici de l'historique des concepts, des définitions et des piliers de la sécurité alimentaire.

Définie par la Banque Mondiale comme étant « l'accès par toutes les personnes à tout moment à une nourriture satisfaisante pour mener une vie active et saine » , et par la FAO comme étant « l'accès durable et assuré pour tous les groupes et individus sociaux à la nourriture adaptée en quantité et en qualité pour satisfaire le besoin alimentaire », la sécurité alimentaire repose sur quatre (04) piliers qui sont :

1. la disponibilité des aliments ;
2. l'accès aux aliments ;
3. l'utilisation des aliments ;
4. la stabilité dans l'approvisionnement.

### **2.3.4 Présentation des concepts de planification de développement :**

Les notions de développement, de planification, de plan, de programme, de projet, de stratégie, de schéma ont été définies.

De façon schématisée, *le schéma* est un ensemble de plans ; *Le Plan*, un ensemble de programmes ; *Le Programme*, un ensemble de projets ; *Le Projet*, un ensemble d'activités ; et *L'activité*, un ensemble de tâches.

### **2.3.5 Présentation de la démarche d'élaboration d'un plan de sécurité alimentaire :**

L'élaboration d'un plan de sécurité alimentaire s'articule autour de huit (08) phases qui sont :

1. Le diagnostic

2. La prise en compte des grandes orientations du plan qui doivent s'inspirer des politiques de développement global du pays.
3. La définition des objectifs de développement :
4. La détermination des stratégies de mise en œuvre par objectif ;
5. La détermination des activités par objectifs définis/résultats attendus ;
6. Les mesures d'accompagnement qui concernent les aspects institutionnels, de formation et de suivi/évaluation ;
7. La détermination du financement par source. Pour cela, la collectivité doit tout d'abord compter sur la capacité de mobilisation de ses ressources propres.
8. la définition d'un plan d'action.

### **2.3.6 Exercices pratiques :**

Les exercices pratiques sur une esquisse d'élaboration du plan de sécurité alimentaire de la Commune de Koussan et sur l'élaboration du plan de sécurité alimentaire de la Commune de Wassoulou – Ballé ont permis de comprendre l'utilisation pratique de l'outil pédagogique d'élaboration de plan de sécurité alimentaire.

### **2.3.7 Questions / réponses :**

Chaque exposé a été suivi de questions posées par les participants et auxquelles des réponses ont été apportées.

Les interrogations faites se rapportaient pour la plus part dans la tendance à :

- mieux comprendre les concepts de la sécurité alimentaire ;
- savoir les stratégies pour le Commissariat d'assurer la sécurité alimentaire au Mali ;
- savoir la capacité d'intervention du Commissariat dans la fixation et la régulation des prix des céréales et des intrants agricoles.

On retient essentiellement qu'au Mali, le marché étant libéralisé, le Commissariat à la Sécurité Alimentaire ne peut intervenir dans la fixation des prix des céréales. Cependant, à travers ses structures, il dispose des stratégies de distributions gratuites et de ventes de céréales, de création de banques de céréales, de collecte et de diffusion d'informations. Aussi, en vue d'assurer la sécurité alimentaire, le Commissariat à la Sécurité Alimentaire développe et envisage des stratégies dont les alternatives autres que les distributions de céréales. Tous ces aspects seront pris en compte dans le Plan National de Sécurité Alimentaire en cours d'élaboration.

Les communes se sont engagées à déposer, auprès du Préfet, leur programme de sécurité alimentaire au plus tard le 31 décembre 2005.

**ATELIER DE FORMATION EN ELABORATION ET SUIVI DES PROGRAMMES  
COMMUNAUX ET LOCAUX DE SECURITE ALIMENTAIRE  
(CERCLE DE YANFOLILA).**

**Rapport de la 1<sup>ère</sup> journée, 27/09/05**

L'an deux mil cinq, et le 27 septembre, a démarré à 09 H 40 min à la Maison du Peuple de Yanfolila, la session de formation en planification des actions de sécurité alimentaire des communes du cercle de Yanfolila.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par deux (02) interventions.

Madame DIALLO Aïssata TRAORE, Représentante du Commissariat à la Sécurité Alimentaire, a placé l'atelier dans son contexte. Commencé dans la région de Sikasso en janvier 2005, le processus consiste en l'élaboration et la mise en place d'outils de gestion devant servir à l'élaboration des plans communaux et locaux de sécurité alimentaire.

Le Préfet du cercle de Yanfolila, Brahim KONE a, dans son discours d'ouverture, souhaité la bienvenue aux organisateurs et à l'ensemble des participants au présent atelier. Il précisera que la recherche de la sécurité alimentaire est une priorité du Gouvernement du Mali qui a adopté la stratégie nationale de sécurité alimentaire en 2002 dont un des défis est le développement des capacités de planification des actions de sécurisation alimentaire des régions, des cercles et des communes.



Il a particulièrement invité les participants à s'approprier des notions qui seront transmises et à mieux utiliser le concept de sécurité alimentaire comme cadre conceptuel pour la programmation des actions de sécurité alimentaire pour le bien être des populations.

Le Préfet a terminé son intervention par des mots de remerciements à l'endroit du commissariat à la sécurité alimentaire et à ses partenaires avant de souhaiter plein succès aux travaux.

La cérémonie d'ouverture a été suivie par la mise en place d'un bureau présidé par Monsieur Brahima KONE, Préfet du cercle de Yanfolila assisté de deux (02) rapporteurs Messieurs Lansana TRAORE, Conseiller CCC et Oumarou DIALLO, Secrétaire général de la Mairie de Baya.

Après la présentation des participants et l'adoption du calendrier de déroulement des travaux, les exposés ont commencé. Il est à préciser ici que chaque exposé était aussitôt repris par les formateurs en langue nationale Bamanan en vue d'une compréhension partagée.

### **1. Présentation du Commissariat à la Sécurité alimentaire par Madame DIALLO Aïssata TRAORE :**

Dans son exposé, Madame DIALLO a rappelé l'historique du commissariat à la sécurité alimentaire qui a été créé par le décret n°150/PRM du 18 Mai 2004.. En effet, suite à la conférence des chefs d'Etat du CILSS tenue à Bamako en novembre 2000, le Mali a adopté la stratégie nationale de sécurité alimentaire en juin 2002, et le cadre stratégique de sécurité alimentaire en 2003.

Parlant de son cadre institutionnel, le commissariat à la sécurité alimentaire est rattaché à la présidence de la République. Il comprend :

- le Département Production Prévention Gestion des Crises Alimentaires (DPPGCA) ;
- le Département Planification et Suivi (DPS) ;
- le Département Promotion des Echanges (DPE ).
- Le Service Administratif et Financier (SAF) et le Service de Communication et de l'Information (SDI).

Les missions du commissariat à la sécurité alimentaire se résument en :

- l'élaboration de la politique des stratégies de sécurité alimentaire ;
- la planification et la coordination de distribution des céréales.

### **2. Présentation du Projet d'Appui à la Mise en Œuvre de la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire (PROMISAM) par Monsieur Abdramane TRAORE :**

Monsieur TRAORE a tout d'abord précisé que le projet couvre les régions de Gao (qui est une région déficitaire accessible) et de Sikasso (qui est une région excédentaire accessible).

Il s'est ensuite appesanti sur les objectifs visés par le projet d'appui à la sécurité alimentaire.

Ces objectifs se résument en :

- Aider et renforcer les capacités au niveau de la base ;
- Appuyer le comité technique de coordination des politiques de SA;
- Mettre en place un centre de documentation et d'information relié à l'ensemble des régions et au monde entier.

Au regard de ces objectifs, les résultats attendus de cet atelier sont :

- les participants parviennent à mieux connaître la sécurité alimentaire ;
- chaque commune parvient à élaborer son propre plan de sécurité alimentaire.

### **3. Présentation des concepts de sécurité alimentaire par Monsieur Harouna KONE.**

Monsieur KONE a fait la genèse de la notion de sécurité alimentaire, de son idée avancée pour la première fois en 1975 à la conférence alimentaire mondiale à Rome, son évolution jusqu'aux concepts actuels parmi lesquels on retient la définition de la Banque Mondiale selon laquelle la Sécurité alimentaire est « l'accès par toutes les personnes à tout moment à une nourriture satisfaisante pour mener une vie active et saine », et de la FAO pour qui la Sécurité alimentaire est « l'accès durable et assuré pour tous les groupes et individus sociaux à la nourriture adaptée en quantité et en qualité pour satisfaire le besoin alimentaire ».

Il ressort de ces concepts que la sécurité alimentaire repose sur quatre (04) piliers :

5. la disponibilité des aliments ;
6. l'accès aux aliments ;
7. l'utilisation des aliments ;
8. la stabilité dans l'approvisionnement.

A la suite de ces différentes présentations, plusieurs questions ont été posées par les participants dont l'essentiel se focalise sur les points suivants :

1. Est – ce que les 2 régions choisies pour la formation en élaboration de plans de sécurité alimentaire pourraient être re-précisées ?
2. Toutes les régions du pays n'éprouvent – t – elles le besoin de sécurisation alimentaire ?
3. Quel est le rôle actuellement joué par le PRMC dans le dispositif de la sécurité alimentaire ?
4. Quel est le rôle du commissariat à la sécurité alimentaire dans la fixation des prix de céréales ?
5. Comment les prix des céréales sont fixés ?
6. Quelle est la différence entre auto – suffisance alimentaire et la sécurité alimentaire ?
7. Le commissariat à la sécurité alimentaire dispose – t – il de mécanisme pour lutter contre l'inflation des prix de céréales ?
8. Existe – t – il de rapport de collaboration entre commissariat à la sécurité alimentaire et d'autres secteurs de développement ?
9. L'OPAM disposait des succursales opérationnelles dans les ex – arrondissements, quand est il aujourd'hui ?

10. Quelles stratégies au commissariat à la sécurité alimentaire pour assurer le stock de sécurité alimentaire d'au moins une année ?
11. A la passation du marché d'importation de 100 000 tonnes de maïs et 60 000 tonnes de riz, une convention avait – t – elle été établie entre le Gouvernement et les Opérateurs économiques ?
12. Quelles stratégies au commissariat à la sécurité alimentaire contre l'exportation massive des céréales ?
13. Quelle est la place des fruits dans le cadre de la sécurité alimentaire ?
14. Où est – ce que le stock de sécurité est constitué ? (Demande sa décentralisation).
15. Quelles stratégies au commissariat à la sécurité alimentaire pour assurer la sécurité alimentaire dans les zones à insécurité chronique ?
16. Quelles stratégies au commissariat à la sécurité alimentaire pour baisser le coût des intrants agricoles ?
17. Le Système d'Alerte Précoce (SAP) existe – t – il au niveau des cercles ?
18. Quels sont les critères de choix des sites des banques de céréales installées par le commissariat à la sécurité alimentaire ?
19. Quelles stratégies le commissariat à la sécurité alimentaire envisage – t – il pour articuler les prix des céréales pendant les années de bonne production et les années de mauvaise production ?
20. Comment les prix sont fixés par l'observatoire ?
21. Pourquoi le riz local coûte plus que le riz importé au Mali ?
22. Au – delà de la Côte d'Ivoire, quels sont les pays d'importation du maïs pour le Mali ?
23. Pourquoi Kolondiéba et de Yorosso sont les 2 seuls cercles de la région à bénéficier de banques de céréales ?
24. est – ce que la sécurité alimentaire ne se fait pas sur le dos des producteurs ?

A cette série d'interrogations, les réponses ci – après ont été apportées :

- Sikasso et Gao sont les deux (02) régions choisies pour la formation en élaboration de plans de sécurité alimentaire du fait respectivement du caractère excédentaire accessible et du caractère déficitaire accessible
- Le PRMC est un service rattaché au commissariat à la sécurité alimentaire. A ce titre, il joue le même rôle toujours le sien dans le cadre de la sécurité alimentaire.
- Une commission de sécurité alimentaire sera bientôt mise en place dans chaque région du pays.

- La libéralisation du marché est une option du Mali. Pour cette raison le Commissariat à la Sécurité Alimentaire ne fixe pas le prix des céréales. En rapport avec l'observatoire du marché et le PROMISAM, il recueille les prix et informe la population.
- Le stock de sécurité alimentaire est au niveau de l'OPAM qui a la charge de sa gestion. Cette structure étant représentée dans toutes les régions, le stock de sécurité se trouve par ricochet décentralisé.
- Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire est une structure transversale. Par conséquent, il travaille avec plusieurs ministères du pays.
- Les banques de céréales peuvent être créées partout au Mali. Les zones ayant pour le moment bénéficié sont celles identifiées par le Système d'Alerte Précoce (SAP).
- Le Gouvernement du Mali a levé toutes taxes sur les commandes de céréales à l'importation. Nonobstant cet état de fait, les prix restent élevés. Cette situation reste non encore totalement cernée.
- Les fruits tiennent une place importante dans la sécurité alimentaire du fait de leur valeur nutritive.
- Le stock de sécurité alimentaire est de 35 000 tonnes pour trois mois. Amis il est envisagé de constituer dorénavant un stock beaucoup plus important.
- La sécurité alimentaire ne se fait pas sur le dos des producteurs. La réalité est que les producteurs sont beaucoup plus attirés par la tentation pour l'argent.
- Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire fait des distributions gratuites et des ventes de céréales dans les zones à insécurité chronique. Aussi, il développe des alternatives de durabilité telles le maraîchage, l'embouche, et autres.
- Le coût élevé du prix du riz local par rapport au riz importé dépend surtout du niveau de la production locale.
- Au delà de la Côte d'Ivoire, le Mali importe du maïs à partir du Ghana.
- Les cercles Kolondiéba et de Yorosso sont reconnues par le SAP comme zones potentielles de banques de céréales. C'est cela qui justifie leur choix dans la création de banques de céréales.

Au terme de ces discussions, il y a eu la présentation de la situation de la sécurité alimentaire au Mali et dans le monde, et celle de la note de synthèse sur la stratégie nationale de sécurité alimentaire au Mali. .

Dans sa présentation de la situation de la sécurité alimentaire au Mali et dans le Monde, Monsieur KONE Harouna, à partir d'une retro – projection , a exposé différentes statistiques à l'échelle nationale et mondiale qui montre à suffisance que la bataille contre la faim est loin d'être gagnée au Mali.

De cet exposé, des projections suivantes ont été faites si la tendance actuelle se maintenait :

- Augmentation de 45 % du nombre d'enfants sous alimentés en Afrique sub-saharienne d'ici 2020 (IFPRI) ;
- 66 % de la population sub-saharienne auront faim en 2007 (USDA) ;
- plus d'un tiers de la population africaine pourrait manquer de nourriture d'ici 2010 (FAO).

Quant au point relatif à la note de synthèse sur la sécurité alimentaire au Mali, Madame DIALLO, l'a présenté en insistant sur ses défis, ses enjeux, ses objectifs généraux et spécifiques, ses principes directeurs, son cadre institutionnel, et ses outils. Elle a en outre évoqué le Plan National de Réponse qui dispose d'un volet conjoncturel qui agit en cas de catastrophes naturelles, et d'un volet structurel chargé de développer entre autres des activités de transformation, de commercialisation en alternative aux distributions alimentaires gratuites.

Suite à ces deux (02) présentations, les interrogations faites par des participants ont amené le Président de séance à recentrer les débats en rappelant les objectifs du présent atelier cités plus haut.

Sur ce, la séance fut levée à 15 H 00.

Fait à Yanfolila, le 27 septembre 2005

**Les rapporteurs :**

Lansana TRAORE, Conseiller CCC

Oumarou DIALLO, Secrétaire Général de la Commune de Baya.

**ATELIER DE FORMATION EN ELABORATION ET SUIVI DES PROGRAMMES  
COMMUNAUX ET LOCAUX DE SECURITE ALIMENTAIRE  
(CERCLE DE YANFOLILA)**

**Rapport de la 2<sup>e</sup> journée, 28/09/05**

Les travaux de l'atelier de formation en élaboration et suivi des programmes communaux et locaux en sécurité alimentaire du cercle de Yanfolila, en sa deuxième journée, ont repris à 09 H 00 par la lecture, l'amendement et l'adoption du rapport de la première journée.

Les travaux se sont ensuite poursuivis par la présentation de quelques concepts liés à la planification de développement.



1. **Le Développement** : c'est un processus de transformations qualitatives et quantitatives voulues par une communauté pour satisfaire ses besoins. Il peut être comparé à la construction d'une maison.
2. **Programmer** : c'est construire à partir d'un bilan des ressources, des potentialités et des besoins, un ensemble cohérent d'objectifs et de stratégies sur un horizon de temps (court, moyen et long termes)
3. **La Planification** : est un processus permanent et itératif par lequel on prévoit des moyens (humains, matériels et financiers) pour atteindre des objectifs dans le temps et dans l'espace.
4. **Le Plan** : est le résultat (produit) du processus de planification. C'est un ensemble cohérent d'objectifs (ce que l'on veut avoir) et de stratégies (comment atteindre ces objectifs) sur un horizon de temps (court, moyen et long termes) et actions pour atteindre ces objectifs. Il se conçoit généralement à moyen terme (4 à 7 ans).
5. **Le Programme** : est l'ensemble de projets (actions) mises en cohérence pour atteindre des objectifs spécifiques dans un laps de temps relativement court (1 à 3 ans).
6. **Le Projet** : est un ensemble d'activités et de moyens nécessaires à la réalisation d'objectifs spécifiques bien déterminés et bien localisés dans le temps et dans l'espace. Il constitue l'unité d'actions du système de planification.

7. **La stratégie** : est un ensemble de mesures et de dispositifs devant permettre d'atteindre des objectifs prédéterminés.

8. **Le schéma** : est une vision de la collectivité à long terme 25 à 30 ans..  
C'est une vision prospective.

Le Formateur précisera que les plans de développement doivent aller dans le sens de l'atteinte des objectifs du schéma.

La présentation schématique de ces concepts donne ce qui suit :

**Le schéma** est un ensemble de plans ; **Le Plan**, un ensemble de programmes ; **Le Programme**, un ensemble de projets ; **Le Projet**, un ensemble d'activités ; et **L'activité**, un ensemble de tâches.

A la lumière de cet exposé, un certain nombre d'interrogations ont été exprimées par les participants auxquelles les facilitateurs ont donné des réponses à la satisfaction de tous. Au nombre de ces questions, on retient en substance :

- Quelle est la différence entre le plan dont il est question ici et d'autres plans de durée différente ?
- Quelle définition au mot itératif ?
- Est – il possible d'atteindre le développement ? d'autant plus que c'est un processus continu.
- Le Mali dispose – t – il d'un schéma directeur ?
- Quelle différence il y a – t – il entre un schéma et un schéma directeur ?
- Quelle est la différence entre un PDESC et le PSA ?
- Quel est le seuil de développement ?

A ces interrogations, les réponses suivantes ont été apportées :

- A tout autre plan, la durée accompagne son appellation. Ex : Plan triennal
- Itératif : Action de s'arrêter de temps à autre pour apprécier et jeter un regard sur l'arrière.
- Le développement est un processus continu de satisfaction des besoins. L'atteinte de chaque niveau de satisfaction crée un autre besoin de développement. Tout compte fait, l'Afrique se développera.
- Le schéma directeur d'urbanisation fait partie du schéma d'aménagement.
- Une esquisse de schéma d'aménagement et de développement existe il y a longtemps, mais dont le processus d'élaboration a été interrompu par le programme d'ajustement structurel. Et depuis, chaque région du Mali dispose de son schéma d'aménagement. Une rencontre démarre le 29 septembre 2005 à Bamako pour non seulement marquer la relance de cette esquisse mais aussi définir les politiques d'aménagement au Mali.

- Le Plan de sécurité alimentaire fait partie intégrante du PDESC.
- Le seuil de développement est apprécié à partir des indicateurs de développement dont entre autres le PIB (produit intérieur brut) et l'indice de développement humain. Il est à préciser que l'appréciation du développement a été jusqu'ici faite à partir des indicateurs économiques. S'agissant du Mali, le seuil de pauvreté est de 144 022 F CFA correspondant au niveau de dépense d'une personne dans une année.

Au terme de cette série de questions/réponses, la démarche d'élaboration d'un plan de développement a été présentée. Elle s'articule autour de huit (08) phases :

9. Le diagnostic : il s'agit de connaître les potentialités et les contraintes de la collectivité, du milieu, des hommes et de l'évolution de l'environnement, etc...
10. Les grandes orientations du plan : le plan doit être conforme aux politiques de développement global du pays. pour cela, il s'inscrit :
  - dans les schémas d'aménagement ou de développement agricole ;
  - dans le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) ;
  - dans les stratégies nationales existantes : Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté (SNLP), Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire (SNSA) ;
  - dans les politiques, les stratégies et les plans nationaux et locaux tels que PRODEC, PRODESS, PRODEJ ;
11. La définition des objectifs de développement :
12. La détermination des stratégies de mise en œuvre par objectif ;
13. La détermination des activités par objectifs définis/résultats attendus ;
14. Les mesures d'accompagnement qui concernent les aspects institutionnels, de formation et de suivi/évaluation ;
15. La détermination du financement par source. A ce niveau, le formateur a insisté sur la capacité de mobilisation des ressources propres des collectivités comme condition sine quanun à la réalisation du plan élaboré.
16. Le plan d'action.

Comme pour conclure cette partie, le formateur a tenu à préciser qu'un plan de développement doit être réaliste.

Au cours des débats qui ont suivi cet exposé, il est apparu que les premiers plans de développement des collectivités n'étaient pas réalistes ; toute chose due au fait que les élus n'avaient pas l'expertise nécessaire pour leur élaboration.

Il a été pourtant rappeler que la troupe YIRIWA de Yanfolila avec l'appui de Helvetas PAD a fait des tournées de sensibilisation pour expliquer le processus d'élaboration du plan de développement.

Pour ce qui concerne les plans de développement des collectivités du cercle en cours d'élaboration, des dispositions ont été prises pour éviter les difficultés enregistrées lors du premier mandat ; notamment par les exposés thématiques des chefs de services techniques en conférence des cadres du cercle sur leurs politiques sectorielles.

A la lumière de l'exposé sur la démarche d'élaboration d'un plan de développement, comment élaborer un plan de sécurité alimentaire ?

A cette question, le formateur dira que l'élaboration de ce plan se reposera sur les quatre (04) piliers de la sécurité alimentaire à savoir :

9. la disponibilité des aliments ;
10. l'accès aux aliments ;
11. l'utilisation des aliments ;
12. la stabilité dans l'approvisionnement.

Pour chaque pilier, un diagnostic doit être fait. Il s'agira de s'interroger sur :

- les causes de l'état actuel de l'insécurité alimentaire et comment elle se présente ;
- l'importance relative de chacune des causes ;
- les groupes vulnérables et leur localisation ;
- les potentialités et contraintes ;
- les activités appropriées qui peuvent être efficacement entreprises dans cette situation.

De façon simplifiée, un schéma d'élaboration d'un plan de sécurité alimentaire comporte quatre (04) phases :

1. la phase du diagnostic ;
2. la phase de concertation ;
3. la phase de planification / programmation ;
4. la phase de validation et de restitution.

Un outil pédagogique a été présenté sous forme de tableau qui fait ressortir les quatre (04) piliers de la sécurité alimentaire, les potentialités et atouts, les contraintes/problèmes, les solutions proposées et les indicateurs.

Cet exposé a été complété par un exercice pratique sur l'élaboration du plan de sécurité alimentaire de la commune de Koussan.

Cet exercice a permis de comprendre que l'élaboration d'un plan de sécurité alimentaire suscite des discussions qui permettent de cerner les causes réelles des causes à effets. Dans cet exemple précis, il a été démontré entre autres que l'insécurité alimentaire dont souffre la commune n'est pas due à une insuffisance de production, mais plutôt à une vente massive des céréales à l'extérieur.

La journée a pris fin à 17 H 00 par le choix de la commune de Wassoulou – Ballé pour le second exercice pratique d'élaboration de plan de sécurité alimentaire.

Fait à Yanfolila, le 28 septembre 2005

**Les rapporteurs :**

Oumarou DIALLO, Secrétaire Général de la Commune de Baya

Lansana TRAORE, Conseiller CCC

Amadou SOUMARE, Sous – Préfet Wassoulou – Ballé.

**ATELIER DE FORMATION EN ELABORATION ET SUIVI DES PROGRAMMES  
COMMUNAUX ET LOCAUX DE SECURITE ALIMENTAIRE  
(CERCLE DE YANFOLILA)**

**Rapport de la 3<sup>e</sup> journée, 29/09/05**

Les travaux de l'atelier de formation en élaboration et suivi des programmes communaux et locaux en sécurité alimentaire du cercle de Yanfolila, en sa troisième journée, ont repris à 09 H 00 par la lecture, l'amendement et l'adoption du rapport de la deuxième journée.

Les travaux se sont ensuite poursuivis par l'étude de cas de la commune de Wassoulou Ballé.



## **Wassoulou Ballé**

**Présentation de la commune :**

Population (RGPH 98) 38104 habitants selon les services techniques (2004-2005): 43300 Habitants

Il y a 34 villages, composés de Peuls, Bambara, Dogon, Bozo et pêcheurs, Soninkés  
Nous avons des difficultés alimentaires, la pluviométrie est satisfaisante, il y a quelques difficultés de démarrage.

Maïs : 5169 ha, Production 9578 Tonnes 1853 kg/ha

Mil: 251 ha, Pro 201 Tonnes 800kg/ha

Sorgho: 606 ha P 479 Tonnes 790 kg/ha

Coton : 4451 ha, P 5075 Tonnes 1140kg

1<sup>er</sup> choix du coton avoirs attendus : 812 millions

Crédits accordés : 485 millions d'intrants placés

Riz : 578 ha, 657 Tonnes 1137 kg/ha

Fonio : 4 ha P 2 Tonnes 473 Kg/ha

Total de la production de la commune :10917 T

Ratio production de céréales : 252 Kg/pers/an (année 2005) en 2004 : 253 kg/per/an

Ratio consommation de céréales : 12466 T

Il existe une forte production de Mangue et de Banane et autres fruits

Bétail Bovins 22461 tetes, O/C 17169 Asin 1940 volaille : 42 140 Porcin : 75

Multiculteurs 2127, Charrue 2715, Semoir 1168, Charrettes 1065, appareil insecticide 1862, appareil pour herbicidage 407 (78% des exploitations sont équipées)  
Il existe des potentialités en terres aménageables  
La pêche est pratiquée et les prises sont importantes  
Nombre de CSCOM 3 fonctionnels sur 5, il existe un CSR  
34% d'enfants de moins de cinq ans sont malnutris dont 24% de malnutrition simple et 10% de grave.  
2% d'enfants naissent avec un poids inférieur à 2500 grammes  
Nombre d'écoles publiques 17, Ecoles communautaires 23 , il existe un lycée, 1 médersa, 1 CED, il existe de centres d'alphabétisation non fonctionnels  
Existence de plusieurs rivières et de marigots  
Existence de 3 grands marchés hebdo, existence d'1 radio communautaire et d'une connexion à Internet  
Existence de la Téléphonie Mobile, EDM,  
Existence de pistes praticables en toute saison, la RN 8 traverse la commune  
Pratique de l'apiculture et de la cueillette  
Il existe des forages et une adduction d'eau sommaire à Yanfolila et Balanfina  
Existence de ressources minières (or, caolin, etc...)  
Il existe de centres d'alphabétisation non fonctionnels

### **Potentialités**

Il existe des potentialités en terres aménageables ;  
Existence de ressources humaines ;  
Existence de plusieurs rivières et de marigots et eaux souterraines  
Existence de cheptel important, d'1 parc de vaccination, d'1 boucherie, 1 aire d'abattage  
Il existe une forte production de Mangue (16 519 casiers de et de Banane (202T) et autres fruits  
Existence de 3 grands marchés hebdo,  
Existence de moyens de communication (Radio, Internet, RAT, Téléphonie mobile, etc...)  
Existence d'EDM,  
Existence de SFD  
Existence de 3 grands marchés hebdo, existence d'1 radio communautaire  
Existence de pistes praticables en toute saison, la RN 8 traverse la commune  
La pêche est pratiquée et les prises sont importantes  
Existence de ressources minières (or, caolin, etc...)  
Pratique de l'apiculture et de la cueillette  
La pluviométrie est satisfaisante,  
Nombre de CSCOM 3 fonctionnels sur 5, il existe un CSR  
Existence d'écoles publiques et communautaires, de lycée, de médersa, de CED, et de centres d'alphabétisation.  
Présence des Services techniques déconcentrés, d'OP et des ONG  
Existence de sites touristiques  
Proximité de centre d'échanges inter états (Guinée)

### **Contraintes**

1. Insuffisance de la production agricole ;
2. Difficultés d'approvisionnement en intrants agricoles ;
3. Faible niveau de maîtrise des techniques de production ;
4. Mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace ;
5. Fuite des bras valides vers les placers ;
6. Retard dans le paiement des prix du coton
7. Déficit d'information sur l'alimentation des nourrissons et de l'enfant sevré

8. Faible fréquentation des CSCOM
9. Existence des tabous nutritionnels
10. Mauvaise gestion de la production agricole

### **Solutions**

1. Augmenter la production agricole ;
2. Améliorer le circuit d'approvisionnement en intrants agricoles ;
3. Renforcer l'appui conseil aux paysans ;
4. Choisir des variétés adaptées ;
5. Maîtriser les eaux de surface ;
6. Ensemencer les nuages ;
7. Créer des AGR ;
8. Diligenter le paiement des recettes coton ;
9. Communication pour le Changement de Comportement (CCC) sur les thèmes :
  - a. l'alimentation des nourrissons et de l'enfant sevré
  - b. la fréquentation des CSCOM
  - c. les méfaits des tabous nutritionnels
  - d. les conséquences de la mauvaise gestion de la production agricole

## Objectif global : Assurer la sécurité alimentaire de la commune

Objectif Global par pilier	Objectifs Spécifiques	Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Montant	Sources			
						Commune	Conseil de Cercle	Etat	Partenaire
Augmenter la production agricole de 40% chaque année	Améliorer le circuit d'approvisionnement en intrants agricoles	Plaidoyer en faveur de la sélection de fournisseurs fiables et crédibles	Le circuit d'appro en intrants est amélioré	Nombre de missions réalisées  Le nombre de fournisseurs retenus	1500000	1500000	-	-	-
	Renforcer la capacité de 80% des 62 OP	Organisation de sessions de formation des OP	50 OP sont formées	Le nombre d'OP formées	10000000	5000000	-	-	5000000
	Choix des variétés adaptées								

**Liste des participants atelier de formation Yanfolila  
27 – 29 septembre 2005**

N°	Noms et Prénoms	Fonction	Adresses
1	Souleymane Sidibé	Maire	C.Gouandiaka
2	Souleymane Camara	Sous- Préfet	
3	Caleb Guirou	S/Préfet	Guelenikoro
4	Dramane Sidibé	1 <sup>er</sup> Adjoint au Maire	C.Djallon-Foula
5	Abraham Keita	SG	
6	Mme Bolly Fanta Sidibé	Rep.Femmes	
7	Abdoulaye Sidibé	Maire	C.Yallankoro Soloba
8	Boubacar Sidibé	SG	
9	Mme Awa Sidibé	Rep.Femmes	
10	Sékou Yérou	S/Préfet	C.Gouanan
11	Flayoro Diallo	Maire	
12	Mme Sata Diakité	SG	
13	Mme Korotoumou Diallo	CAFO	
14	Moussa Diakité	SG	
15	Cheick Oumar Dagno	S/Préfet	Siékorolé
16	Mamadou Sidibé	Maire	Séré Moussa ani Sanou
17	Issa Sidibé	SG	
18	Mme Mama Kanté	Rep.Femmes	
19	Mme Mahawa Kanté	Ass. Feminine	
20	Broulaye Sidibé	\Maire	C.Sankarani
21	Broulaye Diakité	SG	
22	Mme Siata Sidibé	Rep.Femmes	
23	Minamba Doumbia	Maire	Baya
24	Oumarou Diallo	SG	
25	Mme Doumbia Sayon Traoré	Rep.Femmes	
26	Ibrahima B.Maiga	S/Préfet	
27	Bogory Traoré	Maire	C.Tangadougou
28	Mme Dravé AlimaTounkara	SG	
29	Mme Traoré Sata Traoré	Rep.Femmes	
30	Moro Sidibé	Maire	Koussan
31	Yoro Koné	SG	
32	Mme Penda Diakité	Rep.Femmes	
33	Gaston Togo	S/Préfet	Filamana
34	Youssouf Sangaré	Maire	Djiguiya de koloni
35	Satigui Sidibé	SG	
36	Mamdou sangaré	Maire	C.Bolo Fouta
37	Abdoulaye Sangaré	SG	
38	Mme Sétou Sidibé	Rep.Femmes	

39	Alafouseini Sidibé	Pdt Conseil de Cercle	Yanfolila
40	Dr Issa Guindo	Médecin Chef	
41	Bachirou Cissé	SCN	
42	Bréhima Dembélé	SDS	
43	Chaka Dembélé	Secteur Agricole	
44	Fouseini KoOné	Secteur pêche	
45	Sidiki Sidibé	Radio wassoulou	
46	Famoro Diallo	Pdt Coor-ONG	
47	Moussa Bengaly	S.Product.animale	
48	Moussa Doumbia	Chambre d'agriculture	
49	Mahamadou Maiga	CMDT	
50	Mamourou Sidibé	Cafo Jigiginew	
51	Adama Dougnon	Agri-Multi-Service	
52	Hamadi Sidibé	Filière Bétail Viande	
53	Sidiki Diallo	Union Prod. mangues	
54	Mme Sidibé Korotoumou Kanté	CAFO	
55	Mme Sangaré Maimouna Kouyaté	CAFO	
56	Mme Diakité Oumou Soucko	CAFO	
57	Mme Kanté Nountenin Kanté	CAFO	
58	Mme Bènè Cissé	CAFO	
59	Oumar Sidibé	Coord. des jeunes	
60	Lassana Traoré	Conseiller CCC	
61	Mamadou Raphan Sidibé	Pdt ççants céréaliers	
62	Brahima Koné	Préfet	
63	Alassane Sadou Maiga	Adjt Préfet	
64	Amadou Soumaré	S/Préfet	
65	Sory Sidibé	Maire	
66	Adoulaye Diakité	3 <sup>ème</sup> Adjt au Maire	